



L'Office de protection du citoyen et de la citoyenne (OPC), a appelé vendredi les parlementaires à voter rapidement la proposition de loi du député de Bainet, Malherbe François sur la lutte contre la traite des personnes afin de doter le pays d'un cadre légal relatif à cette fin, a constaté Haïti Press Network.

« L'Office de protection du citoyen et de la citoyenne encourage et exhorte les parlementaires à voter la proposition de loi sur la lutte contre la traite des personnes », a déclaré Mme Florence Elie, Protectrice du citoyen et de la citoyenne, lors de son discours de circonstance dans le cadre d'un Déjeuner-causerie organisé ce vendredi à Port-au-Prince, en vue de réfléchir sur cette proposition de loi.

Mme Elie dit que le pays a trop longtemps souffert d'une loi régissant la question de la traite des personnes, alors que des milliers de gens, notamment des enfants sont victimes de cette situation non encore punissable par l'État.

« Nous ne disposons pas encore une loi nationale pour prévenir et punir sévèrement ceux et celles qui pratiquent la traite des personnes », a déploré la protectrice, informant au passage que la traite des personnes constitue la 3e source d'enrichissement illicite en Haïti.

Haïti: L'OPC presse les parlementaires à voter la « loi sur la lutte contre la traite des personnes »

Écrit par AL/HPN

Vendredi, 23 Août 2013 13:39

Soulignons que cette activité déroulée en présence des membres du gouvernement et du Parlement s'est tenue à l'occasion de la Journée internationale du souvenir de la traite négrière et de son abolition le 23 août.

Cette date doublement symbolique a été l'occasion pour l'OPC et l'IBERS de faire un plaidoyer en faveur de l'adoption de ladite proposition de loi en vue de marquer la volonté politique de la première République noire de rompre définitivement avec les vestiges du passé.

Texte et photo : Alix Laroche

alix.l@hpnhaiti.com